

em

timor-leste

TL 1488-10

a paz é possível



DISPARUS

En janvier 1986 le "Groupe de Travail sur les disparitions forcées ou involontaires" de la Commission des Droits de l'Homme (ONU) faisait état de 76 cas de disparitions en Indonésie. Tous ces cas étaient relatifs au territoire du Timor Oriental occupé militairement depuis décembre 1975.

Ayant, comme il relève de ses fonctions, transmis ces cas au gouvernement indonésien, le Groupe de Travail a essuyé plusieurs refus de collaboration de ce gouvernement. Le Représentant Permanent d'Indonésie auprès des Nations Unies à Genève a d'abord déclaré que son gouvernement avait établi un accord officieux avec le CICR sur ce sujet et "n'avoir reçu aucune demande du CICR pour localiser des personnes éventuellement disparues au Timor Oriental" (lettre du 6/5/85).

Cette affirmation contredit le rapport d'activité du CICR de 1984 (page 59) qui affirmait avoir présenté 8 cas au gouvernement indonésien, mais surtout elle ne tient pas compte des conditions imposées à la Croix-Rouge Internationale dans cet accord, conditions qui limitent extrêmement les plaintes puisque celles-ci doivent être présentées par des membres de la famille du disparu et puisque ceux-ci, craignant des représailles, refusent généralement de porter plainte.

De plus le CICR est tenu de garder confidentiels les cas soumis et les résultats obtenus, ne pouvant pas même informer le Groupe de Travail de l'ONU sur ces résultats. L'accord Indonésie-CICR est donc très en retrait sur les objectifs du Groupe de Travail et ne peut le substituer (E/CN.4/1986/18 pág. 45-48).

Le 20 novembre 1985 le Représentant Permanent de l'Indonésie répondait au Groupe de Travail que ses sources (Amnesty International et Pax Romana) n'étaient pas dignes de crédit et manifestait sa volonté de ne traiter de ce cas qu'avec le CICR.

Le Groupe de Travail manifesta au Représentant indonésien (30/12/85) sa considération pour l'accord passé entre le gouvernement indonésien et le CICR mais réaffirma que cet accord "ne pouvait substituer la tâche confiée au Groupe de Travail" par la Commission des Droits de l'Homme en décidant la création de ce groupe.

En 1987 le Groupe de Travail n'accordait plus qu'une place réduite aux disparus d'Indonésie, réduisant légèrement leur nombre (67) et ne mentionnant plus leur appartenance au Timor Oriental (alors que cette occurrence dans un territoire illégalement occupé par l'Indonésie n'est pas irrelevante et que les Nations Unies ne reconnaissent pas cette annexion).

Le Groupe de Travail signalait avoir été informé par le CICR que celui-ci avait présenté 32 cas de disparus entre 1984 et 1985 et avait reçu une réponse du gouvernement indonésien pour 20 d'entre eux, dont un seul faisait partie des 76 cas présentés par le Groupe de Travail. L'on sait par ailleurs que le CICR a communiqué à des familles timoraises avoir reçu du gouvernement indonésien l'assurance que leurs parents disparus ne se trouvaient pas actuellement dans des camps de détention indonésiens.

Sans que l'on puisse l'affirmer catégoriquement, puisque le CICR ne peut révéler le contenu des réponses reçues, il est probable qu'il y ait correspondance entre les 20 réponses reçues et la communication faite aux familles et probable aussi qu'ils ne seront pas retrouvés vivants. Le manque de réponse officielle sur les 12 autres cas présentés par le CICR signifie-t-il, par contraste, qu'ils sont encore détenus?

Le CICR a aussi informé le Groupe de Travail que dix des disparus de la liste présentée par le Groupe en 1986 avaient été vus par le CICR lors de ses visites aux prisons durant cette année, mais que les familles de ces prisonniers n'avaient pas adressé de demandes de recherche à la Croix-Rouge Internationale. Puisque le CICR ne peut révéler l'identité des personnes qu'il a rencontrées le Groupe de Travail continue à les considérer disparues.

En mars 1987 Amnesty International (ASA 21/3/87) communique avoir reçu des nouveaux rapports sur plus de 40 cas supplémentaires de disparitions survenues entre septembre 83 et mars 85. Dix-huit de ces cas sont présentés dans ce même communiqué. Amnesty identifie aussi 10 personnes antérieurement signalées comme disparues et que de nouvelles informations localisent dans les prisons indonésiennes. Il n'est pas possible d'établir s'il s'agit des mêmes prisonniers signalés par le CICR.

Les conditions de contrôle militaire et policier au Timor Oriental et l'isolement du reste du monde rendent difficiles des informations rapides et précises sur les disparus comme sur les autres aspects de la situation dans ce territoire. Le nombre croissant de cas de disparitions suffisamment documentés qui parvient aux organismes de défense de Droits de l'Homme ne représente probablement qu'une partie infime des cas survenus dans cette région.

Outre cet isolement du Timor Oriental il faut souligner le refus du gouvernement indonésien de collaborer, non seulement avec les organisations humanitaires, mais même avec le Groupe de Travail de l'ONU. □

Lisbonne, Août 1987.